



***La Chambre propose aux futurs élus
des pistes pour améliorer la prospérité économique
de la grande région de Trois-Rivières.***

Trois-Rivières, le 28 mars 2014 – Préoccupée par la situation économique actuelle, la Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières s'invite dans la campagne et annonce ses attentes pour le prochain gouvernement du Québec. En effet, les récentes fermetures d'entreprises ont porté un dur coup à l'emploi en Mauricie et à Bécancour et bien que quelques grands projets soient à l'horizon, Trois-Rivières, la capitale régionale, présente une situation économique peu enviable. La région possède des atouts majeurs, pourtant elle ne semble pas pouvoir se distinguer parmi les autres régions du Québec.

Le *Conference Board du Canada* prévoit que le produit intérieur brut de la RMR (Région métropolitaine de recensement) de Trois-Rivières s'accroîtra de 0,5 % en 2014. Bien que ce taux soit faible et que ces statistiques doivent être analysées avec prudence, il est supérieur aux taux des dernières années et la Chambre entend profiter de ce signal positif pour mobiliser les gens d'affaires. Le Fonds de diversification économique ainsi que différents programmes gouvernementaux peuvent fournir aux entrepreneurs de la région des opportunités qu'ils doivent saisir. Pour ce faire cependant, la Chambre demande aux prochains élus de créer un environnement propice pour stimuler la diversification et la prospérité économique de la région. La Chambre sollicite le leadership gouvernemental pour favoriser, entre autres, l'entrepreneuriat, la croissance des PME, l'innovation, la productivité et la formation de la main-d'œuvre.

Le soutien à l'entrepreneuriat

L'économie mauricienne a eu la chance de pouvoir compter sur la grande industrie pendant de nombreuses années. Bien que plusieurs de ces entreprises soient toujours présentes dans le paysage trifluvien, la région doit développer l'entrepreneuriat et la relève entrepreneuriale. En 2013, l'indice entrepreneurial québécois établi par la Fondation de l'entrepreneurship démontrait que le nombre d'individus ayant l'intention de se lancer en affaires au Québec est inférieur à celui du reste du Canada. Cependant, le pourcentage chez les jeunes est encourageant avec près du double de celui de la population totale. Ainsi, les mécanismes accessibles et pertinents de soutien à cette clientèle, tant pour démarrer une nouvelle entreprise que pour prendre les rênes d'une entreprise déjà existante, sont à améliorer. Des actions en ce sens pourraient également contribuer à retenir les jeunes dans la région.

Soutien logistique et matériel, réseautage, transmission du savoir, expertise nationale et internationale, accès à du capital de risque, diminution de la lourdeur administrative, ne sont que quelques outils qui favoriseront le développement de l'entrepreneuriat.

La croissance des PME actuelles

Les grands projets seront toujours aidants et bienvenus en raison de la multitude d'emplois et de retombées que ceux-ci engendrent. Cependant, ils sont plus rares. Les PME d'aujourd'hui sont les grandes entreprises de demain. Le climat économique doit être favorable à leur développement. De plus, le tissu économique de Trois-Rivières est composé à 75 % d'entreprises de services. Or, celles-ci sont très rarement admissibles aux programmes gouvernementaux et aux subventions, ralentissant ainsi le développement de certaines d'entre elles. Les futurs élus devront travailler à assouplir les règles et les programmes pour que ces entreprises puissent également croître et créer des emplois de qualité.

L'innovation, la productivité et la formation de la main-d'œuvre

Plusieurs récentes études concluent que la productivité du Québec est à la remorque des pays industrialisés tout comme le reste du Canada. Le prochain gouvernement devra mieux analyser les causes de cette situation et mettre en place des mécanismes favorisant l'investissement dans l'équipement et dans l'innovation sous toutes ses formes. La culture de l'innovation doit être intégrée dans tous les volets de l'entreprise, qu'il soit question de technologie ou dans les approches de gestion.

Une entreprise innovante est d'ailleurs attrayante pour les travailleurs, des employés que la région doit retenir et former. En effet, le renouvellement de la main-d'œuvre causé par le départ à la retraite des baby-boomers compte parmi les plus grands défis des entreprises, quel que soit leur secteur d'activités. Le prochain gouvernement devra être à l'écoute de la situation de l'emploi dans la région pour contrer l'exode des jeunes et leur offrir des formations qui leur ouvrent la voie à des emplois qui répondent aux besoins des entreprises.

« Pour solidifier la région, nous devons agir ensemble pour faire converger nos efforts et nos idées pour travailler à la concrétisation d'une vision mobilisatrice commune qui prend forme dans l'action » annonce Gaétan Boivin, président de la Chambre. « Nous sommes ravis de constater l'intérêt que suscite la Mauricie auprès de tous les chefs de parti. Ces séjours leur permettront de mieux connaître la situation actuelle, la vitalité et le dynamisme de la région » ajoute ce dernier.

Les nombreux projets avancés par chacune des formations politiques sont intéressants et, à la suite des élections, devront être analysés à leur juste valeur, au-delà de la partisanerie. Puisque les décisions gouvernementales ont un impact notable sur l'économie, la Chambre demande aux candidats d'être à l'écoute des gens d'affaires de la communauté trifluvienne et de prendre acte du sentiment d'appartenance qui les mobilise et les inspire. La région doit s'approprier son développement. Les futurs élus devront devenir des partenaires privilégiés pour faciliter la coordination des actions gouvernementales sur le territoire et développer divers partenariats entre organisations.

— 30 —

Source : Caroline Beaudry, directrice générale, CCITR, 819 375-9628.
Pour entrevue : Gaétan Boivin, président, CCITR.